

Séance du 23 mars 2021

DELIBERATION
N° CFVU-2021-03-PMD-044

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 33
Voix favorables : 33
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0



relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du

Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Droit des affaires
Parcours Juriste d'entreprise
Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 février 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte le régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Droit des affaires parcours Juriste d'entreprise.**

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires parcours Juriste d'entreprise est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit interne, comparé et international, en particulier, en droit civil, en droit de la santé, en droit de l'action sociale etc.

Vous trouverez des informations complémentaires sur les fiches formation et RNCP. Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

Droit à poursuite d'études : étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse Capitole en 1^{ère} année de master Mention Droit des affaires parcours type Juriste d'entreprise.

L'accès en deuxième année d'une formation du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master est de droit pour les étudiants qui ont validé la 1^{ère} année du Master Mention Droit des affaires parcours type Juriste d'entreprise à l'Université Toulouse Capitole.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

ARTICLE 3 Redoublement

Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par Le Président sur avis du jury d'examen.

ARTICLE 4 Mobilité Internationale - Césure

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants inscrits dans cette formation, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un.e étudiant.e, inscrit.e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixés par Le Président de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5 Organisation de la formation

La formation est organisée sur deux semestres. Elle est composée d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences donnant droit à des crédits (ECTS).

Le contenu des U. E. et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont décrites en annexe.

L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant.

ARTICLE 6 Voie professionnelle et voie recherche

L'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage en entreprise d'une durée minimale de deux mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage. Dans ce cas là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage sont les suivantes :

- CDD/CDI,
- Service civique,
- VIE (Volontariat International en Entreprise)
- VIA (Volontariat International en Administration)
- VTE (Volontariat territorial en Entreprise),
- Projet de création d'entreprise

Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité. Le mémoire est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES

ARTICLE 7 Organisation des examens

Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement.

ARTICLE 8

Modalités d'évaluation de la session d'examen

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par un examen terminal écrit et/ou oral, ainsi que par un éventuel contrôle continu. Ces examens peuvent être organisés le samedi (cf. annexe 1).

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime, dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, pourra, après avis d'une commission, être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande au plus tard 10 jours après les épreuves de la session unique.

Le Président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis de la commission constituée par la composante pédagogique.

ARTICLE 9

Prévention du plagiat / Charte des examens

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 10

Bonifications

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11

Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

Dans le cas d'une absence pour motif impérieux et légitime, l'étudiant peut refuser de bénéficier de la compensation inter- unités ou inter- semestrielle. Le refus de la compensation inter- unités ou inter- semestrielle est limité à l'année universitaire en cours. Le refus peut porter sur les résultats de la compensation semestrielle ou inter-

semestrielle. Le refus de compensation porte donc sur toutes les UE non validées d'un semestre ou d'une année.

La demande écrite du refus de compensation doit parvenir à la scolarité de la composante pédagogique pour le refus de compensation au plus tard la veille de la tenue du jury.

Ce refus est définitif.

ARTICLE 12 **Conditions d'obtention d'une mention**

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 13 **Délivrance du diplôme de master**

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Fait à Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire

Annexe 1 : Maquette de l'année de
formation et compétences associées

Annexe 2 : liste des bonifications
proposées par la composante dans le
cadre de la formation

Annexe 1 Master 2 Droit des affaires, parcours-type Juriste d'entreprise, année 2021-2022

						Heure et évaluation CM				
UE	Libellé Bloc de compétences	Compétences	libellé enseignement	Obligatoire /Option	ECTS	Heures	Nature Evaluation CM	Durée (h)	Pts	Porteur/ porté
SEMESTRE 1										
BLOCS DE COMPETENCES TRANSVERSALES (4 libellés de blocs imposés par fiche nationale RNCP)										
UE1	USAGE AVANCES ET SPECIALISES DES OUTILS NUMERIQUES	Se servir de manière autonome des outils numériques	Formation documentaire	obligatoire	2	9	CC		10	Porteur
			Technologie de l'internet	obligatoire		18	CC		30	
UE 2	COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances à l'oral et à l'écrit en français	Anglais juridique		3	30	CC		60	Porteur
				obligatoire						
BLOCS DE COMPETENCES DISCIPLINAIRES (communs à la mention et à définir en fonction des métiers visés et activités réalisées)										
UE3	Niveau expert : Assurer la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...)	Garantir la bonne exécutions des actes commerciaux de l'entreprise Analyser les droits et obligations de l'entreprise dans ses relations contractuelles Gérer la relation contractuelle avec les débiteurs et créanciers	Techniques contractuelles	Obligatoire	9	15	écrit	3	45	Porteur
			Pactes extra statutaires	Obligatoire		6				Porteur
			Négociation	Obligatoire		6				Porteur
			Marchés publics	Obligatoire		15	oral		30	Porteur

		de l'entreprise Structurer le cadre juridique encadrant la relation client Apporter en interne une sécurité juridique aux pratiques commerciales de l'entreprise Rédaction de modèle de contrat, Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail	Contrats de distribution	Obligatoire		12	écrit	1,5	30	Porteur
			Bail commercial	Obligatoire		12	CC		30	Porteur
			Contrats bancaires	Obligatoire		18	écrit	3	45	Porteur
UE4	Niveau expert : Assurer la gestion juridique de la vie de l'entreprise et de ses pratiques	Contrôler l'élaboration des documents relatifs à la vie sociétaire (PV d'AG...) et aux obligations légales de l'entreprise (déclaration CNIL, DAE...) Superviser l'organisation des événements relatifs à la vie sociétaire (AG...) Etablir un diagnostic et fournir des préconisations sur les évolutions contextuelles pouvant impacter la vie et les pratiques de l'entreprise. (peut-être à lier avec la veille) Rédiger (contrôler la mise en place) des procédures internes tenant compte des contraintes et des pratiques de l'entreprise Informier/répondre aux questions des équipes sur le contexte juridique	Titres financiers	Obligatoire	11	18	Oral		40	Porteur
			Opérations haut de bilan	Obligatoire		18	ecrit	3	40	Porteur
			Les risques financiers	Obligatoire		18	écrit	3	40	Porteur
			Fiscalité des échanges	Obligatoire		30	écrit	2	60	Porteur
			Les risques responsabilités	Obligatoire		18	écrit	3	40	Porteur
			Séminaires thématiques							Porteur

		de leur périmètre de travail								
UE5	Niveau expert : Gérer les contentieux et arbitrage (en collaboration ou non avec des cabinets d'avocats)	Optimiser les réponses aux réclamations/litiges potentiels	Arbitrage	Obligatoire	4	15	Oral		40	Porteur
		Construire des modèles de prévention/résolution des litiges intégrant les différentes parties. Instruire les dossiers de contentieux dans le respect des procédures liées au domaine d'activité. Définir une stratégie contentieuse	Suivi des procédures	Obligatoire		21	écrit	1,5	40	Porteur
BLOCS DE COMPETENCES DE SPECIALITE (à choisir en fonction du parcours visé en 2ème année)										
UE6	Niveau expert : Assurer la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise (contrats d'affaires, prévention du risque juridique...)	Garantir la bonne exécutions des actes commerciaux de l'entreprise	DIP Contrats	Obligatoire	6	12	écrit	1,5	30	Porteur
		Analyser les droits et obligations de l'entreprise dans ses relations contractuelles	DIP Société	Obligatoire		12	écrit	1,5	20	Porteur
		Gérer la relation contractuelle avec les débiteurs et créanciers de l'entreprise	Droit du commerce international	Obligatoire		15	Oral		30	Porteur
		Structurer le cadre juridique encadrant la relation client	Transports	Obligatoire		15	Oral		20	Porteur
		Apporter en interne une sécurité juridique aux pratiques commerciales de l'entreprise Rédaction de modèle de contrat, Informer/répondre aux	Douanes	Obligatoire		15	Oral		20	Porteur

		questions des équipes sur le contexte juridique de leur périmètre de travail								
UE7	Maitriser les fondamentaux du droit social		Sécurité sociale	Obligatoire	5	18	écrit	1,5	35	Porteur
			Ressources humaines	Obligatoire		18	écrit	1,5	35	Porteur
			Rédaction des contrats de travail	Obligatoire		12	écrit	1,5	30	Porteur
40						800				
SEMESTRE 2										
BLOCS DE COMPETENCES TRANSVERSALES (4 libellés de blocs imposés par fiche nationale RNCP)										
UE8	APPUI A LA TRANSFORMATION EN CONTEXTE PROFESSIONNEL	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant	Stage/alternance		10		rapport		200	

		mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif								
UE9	DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE SAVOIRS HAUTEMENT SPECIALISES	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques	Rapport de stage	au choix	10		évaluation du rapport		200	
		Développer une conscience critique	Rapport d'activité							
		Conduire une analyse reflexive								
					20				80	

TOTAL

60

1200



ANNEXE 2 – BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :
Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.
Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés,
sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.
Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.
La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours
Chaque composante pédagogique propose une liste de bonifications spécifiques
Liste des enseignements donnant droit à bonification

Valorisation semestre 1 et ou 2

Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Participation au chœur des étudiants de Toulouse :

Valorisation semestre 1 et ou 2

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels /

Ouverture des bonifications pour :

- lecture à haute voix
- chorale
- photographie argentique
- photographie numérique et nouvelles technologies
- musique assistée par ordinateur
- critique cinéma

Objectifs communs :

Développer une culture générale et artistique

Stimuler la créativité

Travailler l'oralité

Travailler son rapport à l'autre dans un groupe intergénérationnel et éclectique

Confronter son travail à un public.

Acquérir des qualités transférables dans la vie professionnelle et personnelle

Barèmes de notation : présentiel, implication, restitution.

En réflexion pour une bonification : l'atelier vidéo, arts plastique, écriture etc...

Inscription par formulaire auprès de l'Espace Culturel, gratuit pour les étudiants qui profitent des bonifications.

Engagement citoyen : Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).

.Concours d'éloquence ouvrant Droit à bonification : (Droit) Valorisation Semestre 2

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent ;

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 9) Concours Claude Lombois droit international
- 10) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 11) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 12) European Human Rights Moot Court Competition
- 13) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 14) Concours Lysias
- 15) Concours national d'éloquence
- 16) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 17) Digital Law Moot Court Competition
- 18) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 19) Prix juridique Internet et media
- 20) Le marathon du droit
- 21) La Simulation de l'Organisation de l'aviation civile internationale
- 22) Les joutes de la Tesla